

Research Handbook on International Financial Regulation, Kern
ALEXANDER et Rahul DHUMALE (dir.), 2012, Northampton, MA,
Edward Elgar, 458 p.

Josué F. Mathieu

Volume 44, Number 2, June 2013

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1017552ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1017552ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Mathieu, J. F. (2013). Review of [*Research Handbook on International Financial Regulation*, Kern ALEXANDER et Rahul DHUMALE (dir.), 2012, Northampton, MA, Edward Elgar, 458 p.] *Études internationales*, 44 (2), 311-313.
<https://doi.org/10.7202/1017552ar>

de lutter contre telle injustice ou telle autre, c'est le système lui-même qui est injuste. Chaque lutte particulière risque d'être une distraction par rapport à la lutte à mener contre le système dans sa totalité. Les organisations instituées pour défendre telle ou telle cause risquent donc de devenir des œillères qui masquent le tableau général.

Les organisations internationales et notamment les grandes conférences de l'ONU imposent des limites et des compromis aux mouvements sociaux qu'elles rassemblent pour les amener à travailler ensemble, à se conformer à des vues partagées et à être réalistes. Cela est particulièrement évident dans le cas des mouvements qui défendent les droits de la personne et l'environnement. La revendication en faveur des droits civils et politiques a pris plus d'importance que la revendication en faveur des droits économiques et sociaux, le développement durable a éclipsé la protection de l'environnement qui irait jusqu'à remettre en cause le développement. Cela ne signifie pas que les organisations internationales coupent les ailes des mouvements sociaux ; elles leur permettent aussi de forger des alliances, de se faire entendre et de gagner en légitimité. Par ailleurs, ces mouvements ont appris à se réunir indépendamment des organisations internationales, comme elles le font par exemple dans le Forum social international, pour conserver leur originalité et leur indépendance.

Cet ouvrage souffre de deux travers que je considère comme mineurs. Il présente une revue de la littérature sur les mouvements sociaux et tente en même temps de donner un tableau d'ensemble de ceux-ci. Le premier but

nuit à la cohérence de l'ensemble, car il entraîne le compte rendu de points de vue multiples. Deuxièmement, les auteurs prétendent parfois que se profilent des mouvements qui contestent de plus en plus l'ordre ou le désordre capitaliste. Cet optimisme est peut-être de bonne guerre, mais il me paraît exagéré. Nous ne sommes pas en guerre, nous sommes seulement en sociologie.

Joseph PESTIEAU
Cégep de Saint-Laurent, Montréal

RÉGIONALISME ET RÉGIONS Amériques

Research Handbook on International Financial Regulation

Kern ALEXANDER et Rahul DHUMALE
(dir.), 2012, Northampton, MA,
Edward Elgar, 458 p.

La violence de la crise financière et économique qui s'est abattue sur l'ensemble du globe à partir de 2007 a suscité un intérêt soudain pour la finance. Avant cette déferlante, Wall Street était un lieu mythique peuplé de *Golden Boys* mi-honnis, mi-adulés. La crise a provoqué une prise de conscience de l'importance *sociale* de la finance : la finance globalisée entraîne des externalités négatives et peut s'avérer socialement inefficace. La gestion de la crise a ensuite révélé une norme paradoxale du système : la privatisation des gains et la socialisation des pertes. Dans un sursaut de lucidité, l'ère post-2007 allait ainsi être rythmée par des vagues de mouvements sociaux – le mouvement *Occupy* – et par une pléthore d'ouvrages proposant d'expliquer la crise financière.

L'ouvrage d'Alexander et de Dhumale ne fait pas partie de cette littérature *ad hoc*. Les directeurs proposent un ouvrage collectif qui étudie, de façon minutieuse, différents aspects de la régulation internationale de la finance. Loin des discours simplificateurs – « la solution est plus de régulation après des années de dérégulation » –, Alexander et Dhumale comprennent la régulation internationale de la finance comme complexe, nécessitant d'être appréhendée dans ses diverses facettes en adoptant une perspective multidisciplinaire. L'ouvrage passe ainsi en revue un large éventail de questions, subdivisées en cinq thématiques.

La première traite à la fois de l'innovation dans les marchés financiers, de la régulation de la finance de l'ombre (*shadow banking*) et du rôle de l'éthique. On notera en particulier la contribution d'Alexander, Eatwell et Persaud sur l'évolution de la nature des marchés, qui offre une excellente entrée en matière pour comprendre la crise financière de 2007. Les auteurs étudient le phénomène de désintermédiation bancaire qui s'est produit avant la crise, ainsi que l'apparition et la multiplication de certains types de produits financiers, dont les *obligations adossées à des actifs* (*collateralized debt obligations* [CDO]). Ces produits ont à la fois changé les marchés du crédit et créé de nouvelles formes de risques. Les auteurs montrent également comment les règles de transparence appliquées aux agences de notation ont joué un rôle paradoxal ; du fait de l'obligation de publier les méthodologies de notation en détail, des produits financiers tels que les *obligations adossées à des actifs* sont créés de façon à

obtenir la meilleure notation possible, ce qui entraîne un effet d'homogénéisation de ces produits. Alexander, Eatwell et Persaud en appellent à une réflexion critique en matière de transparence et de standardisation afin de garder à l'œil de possibles risques systémiques. D'autres auteurs en appellent cependant à davantage de transparence et de régulation dans des cas tels que les marchés de gré à gré.

La deuxième partie du livre aborde une question essentielle, qui continue de jouer un rôle non négligeable dans les effets de la gestion de la crise financière : les fonds propres réglementaires et les effets des règles méthodologiques appliquées en la matière sur le comportement des banques. En lien avec cette question, cette partie de l'ouvrage étudie également l'évolution des règles édictées par les accords de Bâle. La partie suivante suscitera un intérêt certain ; elle porte sur la régulation financière au sein de l'Union européenne et sur les premières années de la gestion de la crise financière au sein de l'UE. Une quatrième partie se penche sur une question moins connue du grand public, mais néanmoins importante : la régulation des contreparties centrales. La dernière partie, enfin, aborde des thématiques variées, en mettant en perspective l'approche plus technique des quatre parties précédentes. Les contributions abordent des sujets tels que : la crise bancaire japonaise ; le phénomène d'illusion de liquidité ; la taxe financière comme outil de régulation ; la gouvernance des institutions internationales ; ainsi qu'une réflexion sur la contestation du néolibéralisme.

L'ouvrage n'est pas à proprement parler un *Research Handbook*. Il propose davantage une analyse et une réflexion sur une série de questions fondamentales pour le futur de la régulation internationale de la finance. Cet ouvrage doit être pensé comme un complément à la réflexion élaborée par les éditeurs dans *Global Governance of Financial Systems. The International Regulation of Systemic Risk* (Alexander, Dhumale et Eatwell, 2005), qui était une étude cruciale et, sous bien des aspects, presciente. Tel est particulièrement le cas pour des questions telles que les externalités négatives de la finance, les potentiels effets procycliques de la régulation micro-prudentielle et, en général, le rôle de la régulation internationale.

À la lecture de l'ouvrage, l'affairement contemporain dans la gestion de la crise financière peut se faire inquiétant. L'illusion qui semble dominer est qu'il suffit de recourir à des doses massives de politiques non conventionnelles, de réguler les bonus et d'ajouter quelques centaines de pages de régulation micro-prudentielle. Le *Research Handbook* d'Alexander et Dhumale, à l'instar des recommandations du rapport de la Warwick Commission on International Financial Reform, est un rappel cinglant que la réforme de la régulation internationale de la finance doit être appréhendée dans toute sa complexité, en tenant compte des risques systémiques.

Josué F. MATHIEU
Fonds national de la recherche
scientifique (FNRS)
Université libre de Bruxelles

Creative Destruction? Economic Crises and Democracy in Latin America

Francisco E. GONZÁLEZ,
2012, Baltimore, MD, Johns Hopkins
University Press, 281 p.

L'ouvrage de Francisco E. González, professeur associé à la Johns Hopkins School of Advanced International Studies, fait partie de la littérature traitant de l'Amérique latine, de l'économie politique et de l'étude des processus de transition et de consolidation démocratiques. Il porte sur les conséquences politiques des chocs et des crises économiques et sur le développement d'un cadre analytique visant à effectuer une analyse historique comparative et à démontrer comment la Grande Dépression des années 1920-1930, la crise de la dette des années 1980 en Amérique latine, de même que la crise des marchés émergents de la fin des années 1990 et du début 2000, ont affecté les gouvernements de trois pays du Cône Sud, doit l'Argentine, l'Uruguay et le Chili. L'auteur cherche ainsi à préciser les conditions qui font en sorte qu'un régime politique démocratique puisse faire face et survivre à d'importantes périodes d'instabilité économique.

González constate que tout au long du 20^e siècle les crises économiques et les chocs financiers subis par l'Amérique latine ont souvent conduit à la chute des régimes démocratiques, mais aussi des régimes autoritaires. Ce n'est qu'à partir des années 1980 que cette réalité a commencé à se transformer. L'auteur s'attache à démontrer cet état de fait.